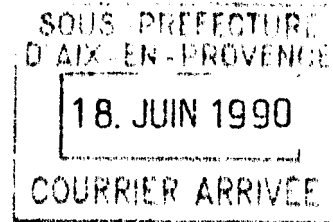


DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

Direction Départementale de
l'Equipement

02 JUN 1988



A R R E T E

- - - - -

Fixant la délimitation des zones soumises à des risques naturels sur le territoire de la commune de VAUVENARGUES

Le Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur,
Préfet des Bouches-du-Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'Urbanisme et notamment l'article R.111.3;

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 mars 1987 prescrivant sur le territoire de la commune de VAUVENARGUES une enquête publique préalable à la délimitation d'une zone exposée à des risques naturels

VU les observations présentées au cours de l'enquête

VU la lettre du Commissaire-Enquêteur en date du 7 mai 1987 proposant à M. le Préfet de soumettre cette affaire à une nouvelle enquête publique avec présentation d'un dossier complété

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 1987 prescrivant une enquête publique complémentaire

VU les observations présentées au cours de l'enquête

VU le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur en date 21 octobre 1987

VU la délibération du Conseil Municipal de VAUVENARGUES en date du 4 mars 1988 se prononçant favorablement sur cette délimitation

VU l'avis favorable du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 27 mai 1988

CONSIDERANT qu'une partie du territoire de la commune de VAUVENARGUES est exposée à des risques naturels en raison notamment des

.../...

possibilités de glissements de terrains et d'éventuelles chutes de blocs instables.

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence de subordonner à des conditions spéciales les constructions lorsqu'elles sont autorisées

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône

A R R E T E

- - - - -

Article 1er

Les terrains de la commune de VAUVENARGUES exposés à des risques naturels sont délimités conformément aux plans annexés au présent arrêté

Article 2

Le niveau de risque pris en considération correspond aux zones A (risques réels), B (risques probables) et C (risques pratiquement nuls)

Article 3

A l'intérieur des zones A et B, le règlement annexé au présent arrêté, définit les constructions qui peuvent être autorisées ainsi que les conditions spéciales auxquelles celles-ci sont soumises

Article 4

Le Présent arrêté sera inséré en annexe au plan d'occupation des sols de la commune de VAUVENARGUES. Il sera tenu à la disposition du public aux heures d'ouverture des bureaux :

- à la Mairie de VAUVENARGUES
- à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, place Félix-Baret
- à la Sous-Préfecture d'Aix-en-Provence, 24 rue Mignet
- à la Direction Départementale de l'Equipement (service du droit de l'urbanisme et du contentieux) à Marseille
7 avenue du Général Leclerc

Article 5

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône

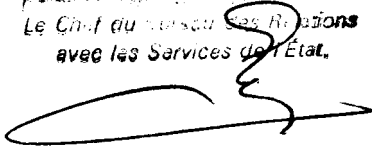
Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence

Le Maire de VAUVENARGUES

Le Directeur Départemental de l'Equipement des Bouches-du-Rhône

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat, et dont mention sera faite, en caractères apparents, dans les journaux "Le Provençal", "Le Méridional" et "La Marseillaise".

Pour copie conforme
POUR LE PRÉFET
~~LE CHIEF DU BUREAU DES RELATIONS~~
Le Chef du Bureau des Relations
avec les Services de l'Etat.



Michel LEPAPE

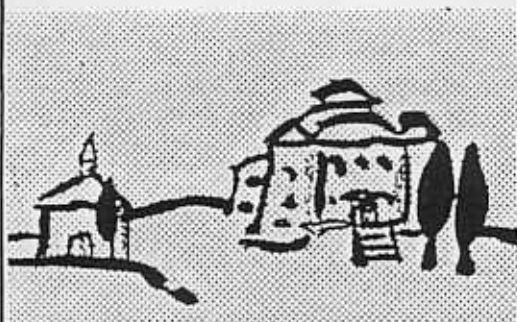
POUR LE PRÉFET
Le Secrétaire Général



Bernard HACHISTEEN

DIRECTION
DEPARTEMENTALE
DE L' EQUIPEMENT
DES
BOUCHES DU RHONE

**Commune
de
VAUVENARGUES**



**DELIMITATION DES
ZONES SOUMISES
AUX
RISQUES NATURELS**

DOCUMENT VALANT
PLAN DE PREVENTION DES RISQUES
NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.)
en Application de l'Article 40.6
de la loi du 22 Juillet 1987

**RAPPORT DE
PRESENTATION**

COMMUNE DE VAUVENARGUES

DELIMITATION DES ZONES SOUMISES AUX RISQUES NATURELS

RAPPORT DE PRESENTATION

La commune de VAUVENARGUES, située dans l'Arrondissement d'AIX-en-PROVENCE (Bouches-du-Rhône) a connu au cours de ces dernières années divers mouvements de terrains de différentes natures.

Ces mouvements sont fréquents dans un secteur calcaire très perméable, où l'alternance de couches imperméables et perméables favorise les accidents morphologiques caractéristiques tels que :

- éboulements
- glissements de terrains
- ravinements

Ces phénomènes ont pu être observés notamment après de fortes pluies méditerranéennes : glissements de terrain le long du chemin départemental n°10, sectionnement de canalisation d'eau potable.... Par ailleurs, des éboulements sont facilement identifiables sur le terrain et de véritables couloirs de chutes de bloc et d'éboulis s'inscrivent dans la morphologie du relief.

Ces divers risques ont déjà été pris en compte dans le Plan d'Occupation du Sol de la commune.

Dans le P.O.S. approuvé de VAUVENARGUES ces risques sont annoncés mais seules des prescriptions spéciales sont imposées pour les constructions dans certaines zones.

La commune a prescrit le 21/10/1983 la révision du Plan d'Occupation du Sol. Les risques naturels ont été pris en compte plus exhaustivement. Le P.O.S. révisé a été approuvé le 23 décembre 1985.

Devant les dangers liés à ces risques naturels des mesures de sécurité plus strictes sont nécessaires. Une étude sur ces risques sur le territoire de la commune de VAUVENARGUES a été commandée par l'Administration au centre d'études techniques de l'Equipement Méditerranée (C.E.T.E.) d'AIX-en-PROVENCE.

Cette étude, jointe en annexe au dossier, permet de délimiter trois (3) zones :

PREMIERE ZONE : Cette zone est soumise à des glissements de terrains actifs et des risques immédiats de chutes de blocs qu'aucune mesure technique ne permet de réduire : elle est inconstructible.

DEUXIEME ZONE : Cette zone soumise aux mêmes risques que la première zone est constructible sous certaines conditions à définir par une étude géotechnique spéciale.

TROISIEME ZONE : Cette zone, en l'état actuel des observations, ne présente aucune instabilité ni aucun risque majeur. Elle peut être constructible sans condition particulière.

En conséquence, il a été décidé d'utiliser la procédure prévue par l'article R.111.3 du Code de l'Urbanisme qui permet de subordonner à des conditions spéciales toute construction sur des terrains exposés à un risque.

Un règlement spécifique accompagne le plan de délimitation des zones exposées à un risque. Ce règlement complète celui du Plan d'Occupation des Sols.

- . la première zone inconstructible est dénommée ZONE A.
- . la seconde zone, constructible sous conditions, est dénommée ZONE B.
- . la troisième zone, constructible sans conditions, est dénommée ZONE C.

Ces différentes zones seront reportées dans le Plan d'Occupation des Sols de la commune.

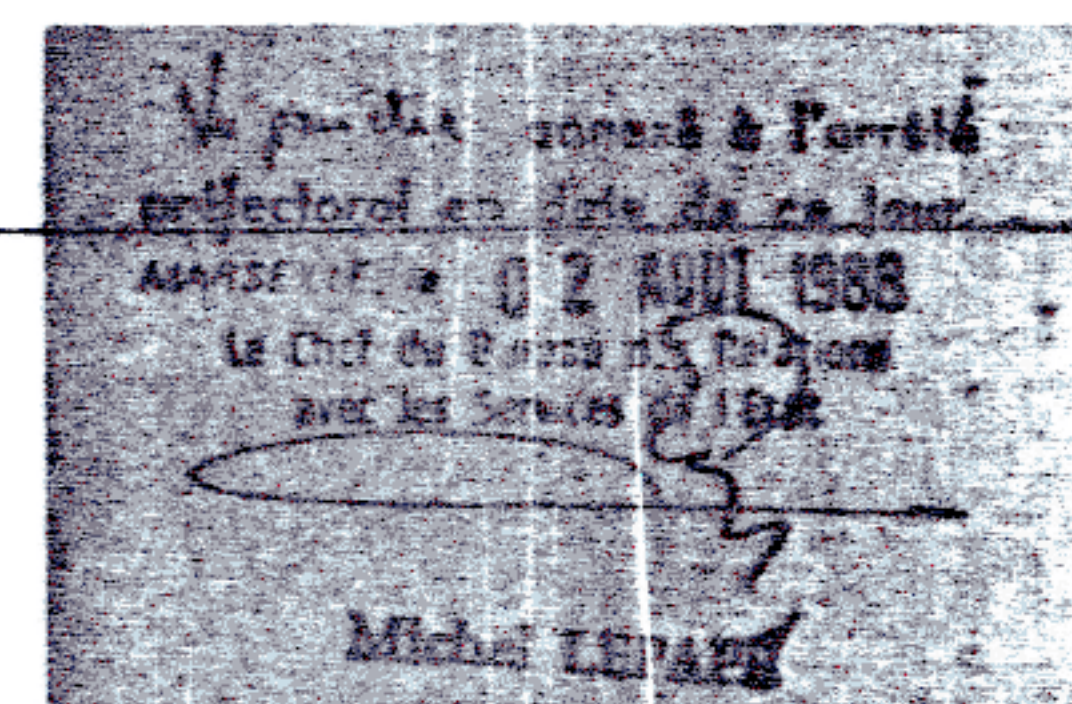
DIRECTION
DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT
DES
BOUCHES DU RHONE

Commune
de
VAUVENARGUES

**DELIMITATION DES
ZONES SOUMISES
AUX
RISQUES NATURELS**



DOCUMENT VALANT
PLAN DE PREVENTION DES RISQUES
NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.)
en Application de l'Article 40.6
de la loi du 22 Juillet 1987

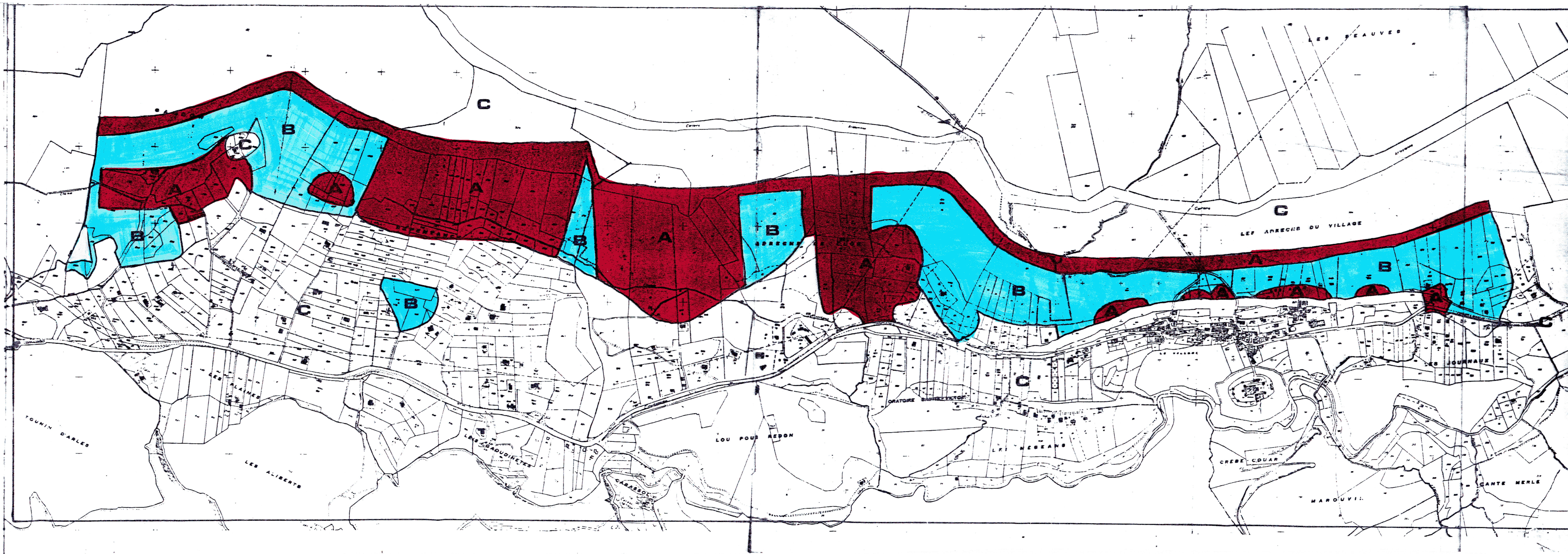


Plan de délimitation

5

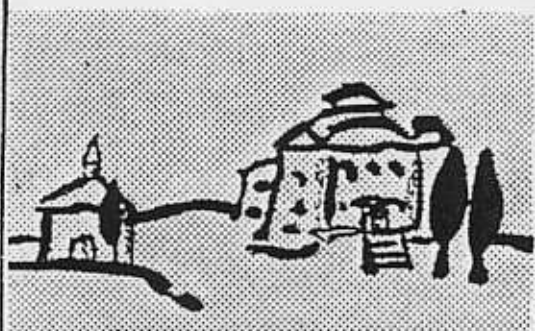
LEGENDE

ZONES	REGLEMENTATION
A	Zone inconstructible
B	Zone constructible sous conditions
C	Zone constructible sans conditions



DIRECTION
DEPARTEMENTALE
DE L' EQUIPEMENT
DES
BOUCHES DU RHONE

Commune
de
VAUVENARGUES



**DELIMITATION DES
ZONES SOUMISES
AUX
RISQUES NATURELS**

LE REGLEMENT

REGLEMENTZONE A -

La zone A comprend les secteurs dans lesquels le danger est réel, soit parce qu'ils sont directement exposés à d'éventuelles chutes de blocs instables, soit parce que des manifestations d'instabilité se sont déjà déclarées (glissements de terrains). Les zones de couloirs d'éboulis actifs sont comprises dans la zone A.

ARTICLE 1 - SONT INTERDITS -

Toutes constructions sauf celles mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITONS -

- 1 - Les extensions mesurées des constructions existantes, à condition qu'elles soient contiguës aux constructions existantes et qu'elles n'aggravent pas les risques et leurs effets,
- 2 - Les travaux et installations (y compris voies d'accès et branchements) destinés à réduire les risques et leurs effets,
- 3 - Les ouvrages techniques d'intérêt public à condition qu'ils n'aggravent pas les risques et leurs effets,

Dans tous les cas visés ci-dessus : 1, 2 et 3, il sera procédé à une analyse géotechnique permettant de définir les techniques à mettre en oeuvre pour assurer la protection des constructions et installations (y compris voies d'accès et branchements) contre les risques.

Cette étude géotechnique doit être réalisée par le constructeur, et ses conclusions sont jointes au dossier de demande de permis de construire ou d'autorisations prévues au Code de l'Urbanisme.

Ces techniques peuvent être les suivantes :

- renforcement des façades exposées,
- suppression de la masse présentant un risque,
- drainage,
- stabilisation de la masse instable à l'égard de la construction ou du voisinage,
- murs de soutènement, gabions ...,
- contrôle de la chute de pierres par écrans, plages d'arrêt, couverture grillagée,
-

ZONE B

La zone B regroupe les secteurs où les risques sont probables, soit parce que les chutes de blocs sont susceptibles de les atteindre, soit parce que la nature du sous-sol, la topographie, l'aspect de la surface et certains indices isolés laissent subsister un doute sur la stabilité des terrains.

ARTICLE 1 - SONT INTERDITS -

Néant

ARTICLE 2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS -

- 1 - Les constructions, les extensions mesurées des constructions existantes,
- 2 - Les ouvrages techniques d'intérêt public,
- 3 - les travaux et installations (y compris voies d'accès et branchements) destinées à réduire les risques et leurs effets,
- 4 - Les exhaussements et affouillements du sol, les terrassements liés aux projets, les rejets des eaux usées et pluviales, sous réserve de ne pas aggraver les risques et leurs effets.

Dans tous les cas visés ci-dessus : 1, 2, 3 et 4, il sera procédé à une analyse géotechnique permettant de définir les techniques à mettre en oeuvre (fondations) pour supprimer les risques et leurs effets.

Cette étude géotechnique doit être réalisée par le constructeur, et ses conclusions sont jointes au dossier de demande de permis de construire ou d'autorisations prévues au Code de l'Urbanisme.

Ces techniques peuvent être les suivantes :

- renforcement des façades exposées,
- suppression de la masse présentant un risque
- stabilisation de la masse instable à l'égard de la construction ou du voisinage,
- drainage,
- murs de soutènement, gabions ...,
- contrôle de la chute de pierres par écrans, plages d'arrêt, couverture grillagée,
-

ZONE C

Ce sont les secteurs qui ne peuvent être atteints par d'éventuelles chutes de blocs et dans lesquels, en l'état actuel des observations, on ne décèle ni ne présage aucune instabilité.

ARTICLE 1 - SONT INTERDITS -

Néant

ARTICLE 2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITION -

Néant
